

4,5 % de la population mondiale vit en pleine démocratie



« Le régime de démocratie représentative est territorialement et historiquement un régime exceptionnel. Il n'est pas la norme. »

Pascal DELWIT



72 pays ont enregistré une régression de la démocratie en 2016. Près du double du nombre (38) de ceux où la démocratie a progressé.



Les atteintes à la démocratie ont été nombreuses ces derniers mois dans le monde, notamment en Turquie avec le président Erdogan.

Ces dernières années, les régimes démocratiques ont subi des attaques aux quatre coins du monde.

Un index confirme ce recul. Un modèle en danger ?

• Dominique WAUTHY

L'autorité redevient une valeur sûre. Viktor Orban, se réclame d'une « démocratie non libérale » en même temps que des États membres de l'Union Européenne restreignent les libertés dont celle de la presse. Poutine et Erdogan souffrent d'une boulimie de pouvoir ; Maduro rebat les cartes à sa façon au Venezuela, la main de fer de Kagame sévit depuis 23 ans. L'Amérique de Trump est aujourd'hui une « démocratie imparfaite ». Comme l'est qualifiée la nôtre avec un score de 7,77 en 2016, selon l'indice de démocratie créé en 2006 par le groupe de presse britannique *The Economist Group*.

Quatre types de régime

Cet indice établit le niveau de démocratie de 167 pays selon 60 critères regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme,

la démocratie représentative n'est plus « d'évidence » le régime politique promu aujourd'hui.

libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation politique et culture politique. La notation s'étend de 0 à 10. Un score qui permet de ranger les pays selon quatre régimes : démocratique, démocratique imparfait, hybride ou autoritaire.

Le plus faible score enregistré en 2016 est celui de la Corée du Nord 1,08 ; le plus élevé celui de la Norvège 9,93. L'indice est en fort recul en comparaison de 2015 suite à la dégradation des États-Unis d'un état de pleine démocratie à celui d'une démocratie imparfaite.

Ces mesures des indices de démocratisation donnent à voir un début de « rétraction démocratique » sinon de « régression démocratique », commentait le politologue Pascal Delwit (ULB) à la publication de ce classement. « L'entrée dans le XXI^e siècle et la crise financière, économique, sociale et morale commencée en 2008 ont rebattu les cartes. La démocratie représentative n'est plus d'évidence le régime politique promu aujourd'hui. Le reflux démocratique est parfaitement plausible. Il s'est d'ailleurs opéré dans la période de l'entre-deux-guerres. Selon les calculs du politologue Samuel Huntington, la part des États démocratiques entre 1922 et 1942 est passée de 43,3 % à 19,7 % ».

Les auteurs britanniques de cet état des lieux de la démocratie relèvent que l'année 2016 « a été marquée par une révolte populaire contre les élites perçues par beaucoup comme étant déconnectées de la réalité et ne représentant pas les intérêts des gens ordinaires. Cette révolte vise non seulement le monde politique (gouvernement, parlement, institutions étatiques, partis), mais aussi les médias, les groupes d'experts, les organisations internationales. Tant le

résultat du référendum sur le Brexit que l'élection de Trump à la présidence des États-Unis reflètent cette insatisfaction du public quant au statu quo et sa volonté de changement. »

Démocraties... défectueuses

Pour Pascal Delwit, depuis 2008, l'évolution est sans ambiguïté : « Le nombre de démocraties pléines est passé de trente à vingt, alors que le nombre de démocraties défectueuses augmentait de neuf. Dans le même temps, aucune vague de démocratisation ne se donnait à voir. Au contraire, le total des régimes hybrides et autoritaires est légèrement supérieur en fin de période. »

Le régime de démocratie représentative serait territorialement et historiquement un régime exceptionnel. Il n'est pas la norme. De même, pouvons-nous souligner qu'il n'y a pas de linéarité assurée dans le temps.

La démocratie reste le régime politique qui a le mieux assuré le régime de libertés à ce stade de l'histoire. « Son recul contemporain doit donc nous inquiéter et nous interpeller plus substantiellement que ce n'est le cas actuellement », conclut le politologue. ■

2,6 milliards de personnes vivent sous régime autoritaire

DÉMOCRATIES : ELLES ONT ENTRE **8-10** en score d'indice

CLASSEMENT DE LA BELGIQUE **35** place sur 167 pays

Indice de démocratie par type de régime

Type de régime	Pays		% de pays		% de la population mondiale	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Démocraties pléines	20	19	12,0	11,4	8,9	4,5
Démocraties imparfaites	59	57	35,3	34,1	39,5	44,8
Régimes hybrides	37	40	22,2	24,0	17,5	18,0
Régimes autoritaires	51	51	30,5	30,5	34,1	32,7

Le top des démocraties depuis 2014

	Score 2014	Score 2015	Score 2016
1 Norvège	9,93	9,93	9,93
2 Islande	9,58	9,58	9,50
3 Suède	9,73	9,45	9,39
4 Nouvelle-Zélande	9,26	9,26	9,26
5 Danemark	9,11	9,11	9,20
6 Canada	9,08	9,08	9,15
Irlande	8,72	8,85	9,15
8 Suisse	9,09	9,09	9,09
9 Finlande	9,03	9,03	9,03
10 Australie	9,01	9,01	9,01
35 Belgique	7,93	7,93	7,77

Top 10 des régimes autoritaires

	Score 2014	Score 2015	Score 2016
1 Corée du Nord	1,08	1,08	1,08
2 Syrie	1,74	1,43	1,43
3 Tchad	1,50	1,50	1,50
4 République centrafricaine	1,49	1,57	1,61
5 Guinée équatoriale	1,66	1,77	1,70
6 Turkménistan	1,83	1,83	1,83
7 Tadjikistan	2,37	1,95	1,89
8 Congo-Kinshasa	1,75	2,11	1,93
9 Arabie saoudite	1,82	1,93	1,93
10 Ouzbékistan	2,45	1,95	1,95

La notation se fait selon une échelle allant de 0 à 10. À partir de cette note les pays sont classifiés selon quatre régimes : démocratique, démocratique imparfait, hybride ou autoritaire.

Démocraties certes, mais des droits violés



La Belgique n'est pas épargnée par les critiques. Dernièrement, c'est l'interdiction d'accès à Tomorrowland infligée à 30 personnes sans notification préalable qui a été critiquée.

Philippe Hensmans est directeur d'Amnesty International Belgique. Pour l'ONG, le statut de démocratie n'offre pas de garantie au respect des droits.

Les critères démocratiques repris par The Economist Group sont-ils opportuns ?

Ils se sont améliorés par rapport aux premiers classements établis, mais cela reste quelque chose de formel. Les inégalités sociales et culturelles sont plus difficiles à qualifier. Notre objectif est le respect des droits fondamentaux. À quoi sert d'avoir le droit de vote si on ne sait ni lire, ni écrire et qu'on ne peut accéder à une information diversifiée ? Une situation peut vite empirer, c'est très difficile d'avoir un indice fiable.

On mène une enquête approfondie qui doit être étayée par des preuves qui sont mises sous le nez des dirigeants du pays. Notre force vient de la qualité de nos recherches. Le travail passe d'abord par du courrier et n'est pas toujours visible. Si écrire et la diplomatie invisible ne suffit pas à modifier une situation, on médiate et on demande le soutien du public. Rien qu'en Belgique francophone, nous avons 15000 sympathisants ; on recueille très rapidement 15000 signatures. On demande aussi d'adopter des individus en danger. Ces petites actions pour des personnes dont 30 % de résumats posent.

Et au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies ?

Tous les 4 ans, il effectue une révision pays par pays. Le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe est lui aussi très actif. Un rapport sur les prisons belges a récemment fait beaucoup de bruits.

Notre Belgique recule ? Trente personnes n'ont pu rejoindre Tomorrowland sans qu'il leur soit notifié de raison. Et puis on vient d'approuver le prolongement de la garde à vue à 48 h en modifiant la Région wallonne en matière de vente d'armes à l'Arabie saoudite.

Ses moyens d'agir et d'aboutir ?

Ter. ■